

HABITAT & COLLECTIVITES LOCALES N°85

Informations du 2 au 8 février 2008



JOURNAL OFFICIEL du 2 au 8 février 2008

(Pour info) Gestion décentralisée de la documentation cadastrale

Arrêté du 21 janvier 2008 modifiant l'arrêté du 16 août 1984 relatif à la mise à disposition des centres des impôts fonciers des moyens informatiques assurant la gestion décentralisée de la documentation cadastrale sur support magnétique (MAJIC2)

JORF n°0028 du 2 février 2008 page - texte n° 45 - NOR: BCFL0802070A

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000018049234&dateTexte=>

REPONSES MINISTERIELLES

Ascenseurs - Délai de mise aux normes reporté au 31 décembre 2010

Il a été constaté, en particulier depuis le début de l'année 2007, une hausse des prix sensible due au déséquilibre important existant entre l'offre et la demande, à l'approche de la première échéance réglementaire au 3 juillet 2008 pour la réalisation des travaux sur les installations. Etant donné cette situation, **le Gouvernement a décidé de reporter la première échéance de travaux au 31 décembre 2010**. À cet effet, un décret modifiant le décret n° 2004-964 du 4 septembre 2004 est actuellement à l'examen du Conseil d'État. Ce report, s'il s'accompagne d'une mobilisation des copropriétés pour mettre en oeuvre les travaux, devrait entraîner une détente du marché en permettant aux entreprises de répondre dans de bonnes conditions de concurrence et de qualité des prestations effectuées...

Assemblée Nationale - 2008-02-05 - Réponse Ministérielle N° 2471

<http://questions.assemblee-nationale.fr/q13/13-2471QE.htm>

Réglementation des piscines hors sol et des capteurs ou panneaux solaires

Les piscines, couvertes ou non, avec ou sans fondations, sont des constructions soumises au respect des règles d'urbanisme. Les règles de prospect (règles concernant les distances entre les bâtiments ou entre les bâtiments et les limites des terrains) définies par les documents d'urbanisme s'appliquent donc bien aux constructions de piscines hors sol. Toutefois, l'article L. 421-8 du code de l'urbanisme, issu de l'ordonnance du 8 décembre 2005 relative au permis de construire et aux autorisations d'urbanisme, permet de déroger à ce principe lorsque l'installation de la construction est temporaire (délai d'installation fixé à trois mois en dehors des secteurs protégés). L'installation de panneaux solaires n'est soumise à aucune formalité au titre du code de l'urbanisme en vigueur depuis le 1er octobre 2007, à l'exception d'une déclaration préalable pour une implantation dans les sites classés ou dans les secteurs sauvegardés dont le périmètre a été délimité...

Sénat - 2008-01-31 - Réponse ministérielle N° 01197

<http://www.senat.fr/basile/visio.do?id=qSEQ070801197>

REVUE DU WEB

Travaux du Conseil National de l'Habitat

Dans la poursuite des travaux initiés dans le cadre du Chantier national pour le logement, le CNH a adopté le 20 décembre 2007, en séance plénière, les propositions de trois groupes de travail constitués pour la circonstance et du groupe « Europe », qu'il a ensuite remis à Madame le Ministre : "Accession à la propriété"; "Territorialisation de la politique du logement"; "Mobilisation de terrains". " Enjeux pour le logement en 2008"

Conseil National de l'Habitat - Février 2008

http://www.logement.gouv.fr/article.php3?id_article=5012

REVUE DU WEB (suite)

Pouvoir d'achat : un rapport préconise de nouveaux indicateurs

La commission "Mesure du pouvoir d'achat des ménages", mise en place par Christine Lagarde lors de la Conférence pour l'emploi et le pouvoir d'achat, a remis son rapport le 6 février. Elle préconise la création d'indicateurs plus conformes à la réalité vécue par les ménages. Pour améliorer la prise en compte des dépenses de logement dans les indices de coût de la vie, la commission propose dans un premier temps de calculer et publier un indicateur d'évolution des remboursements d'emprunts et un autre indice de l'évolution du prix des logements neufs...

Premier Ministre - Pour en savoir plus - 2008-02-06

http://www.premier-ministre.gouv.fr/chantiers/croissance_847/pouvoir_achat_un_rapport_59155.html

Tout savoir sur le Droit au logement opposable

Le dépliant (janvier 2008) - Création des commissions de médiation au 11 janvier 2008 - Où s'adresser ? Les préfetures ...

Ministère du Logement et de la ville - 2008-02-01

http://www.logement.gouv.fr/article.php3?id_article=6366

Records de construction de logements en 2007 (communiqué du Ministère de Logement)

Avec 435 000 nouveaux logements commencés en France, l'année 2007 est la plus forte année de production depuis la fin des années 1970, en hausse de plus de 1% par rapport à 2006 en France métropolitaine, tirée par la construction de logements collectifs en augmentation de 3 %. La hausse est particulièrement marquée dans les régions les plus tendues que sont l'Île-de-France avec 41 000 nouveaux logements, en augmentation par rapport à l'année précédente de 2,5 %, Rhône-Alpes avec 53 000 logements soit une augmentation de 9 % et Nord-Pas-de-Calais avec 19 000 nouveaux logements soit une augmentation de 5,2 %...

Ministère du Logement et de la ville - 2008-02-01

http://www.logement.gouv.fr/article.php3?id_article=6423

Les contentieux de la copropriété (1982-2005)

En 2005, 33 500 contentieux de la copropriété ont été portés devant les tribunaux de première instance. Comparés au nombre de logements en copropriété, estimé à plus de six millions, les litiges générés par la copropriété se révèlent être peu fréquents (0,2%). Le défaut de paiement des charges constitue la source principale des litiges dont les juridictions ont à connaître...

Ministère de la Justice - 2008- 02-01

<http://www.justice.gouv.fr/index.php?rubrique=10054&ssrubrique=10058&article=14037>

Exercices de prospective appliquée aux territoires urbains sensibles : Rennes, Besançon, Avignon (2007)

Cette démarche devait permettre d'identifier, grâce à un travail de groupe, les transformations majeures à l'oeuvre dans les quartiers sensibles, d'en évaluer les évolutions possibles, d'identifier les enjeux principaux de ces quartiers et, plus largement, de la cohésion sociale et territoriale. La démarche prospective peut être ici utilisée pour confronter les dynamiques internes des quartiers aux évolutions du contexte et identifier ainsi ces enjeux prospectifs. À partir de ceux-ci, il pourrait être, à terme, possible de bâtir des scénarios tant exploratoires que stratégiques fondés sur une véritable analyse morphologique...

Ministère de la Ville - DIV - 2008-02-01

<http://i.ville.gouv.fr/divbib/doc/exerciceprospective.pdf>

Imaginer les métropoles d'avenir

Les 10 principales mesures du rapport sont : la création d'un Observatoire de la métropolisation ; la mise en place de dispositions réglementaires, fiscales ou encore financières pour lutter contre l'étalement urbain ; la mise en place d'un plan de développement des quartiers écologiques ; la création d'un label « Haute Qualité Urbaine » (HQU) ; le lancement d'un plan national de développement des transports collectifs (PNDTC) ; le lancement d'une vaste concertation sur le péage urbain sur la base du modèle expérimenté à Milan ; le remplacement de la taxe professionnelle ; la fusion des assemblées des départements et des régions rattachées aux zones métropolitaines les plus urbanisées ; l'élargissement des périmètres géographiques des intercommunalités ; l'élection des président des Communautés urbaines et des Communautés d'agglomération de plus de 500 000 habitants au suffrage universel...

La Documentation Française - Février 2008

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000068/index.shtml?xtor=EPR-526>

Rapport Perben sur les métropoles d'avenir : l'AMGVF entre satisfaction et interrogations

<http://www.grandesvilles.org/spip.php?article1038>

Bati Actu - 2008-02-05

<http://www.batiactu.com/data/05022008/05022008-185018.html>

REVUE DU WEB (suite)

+++++

Vols sur les chantiers : Michelle Alliot-Marie soutient le secteur

En clôture de la conférence «Stop au pillage de nos chantiers» organisée jeudi par la FFB, la ministre de l'Intérieur Michèle Alliot-Marie a promis aux professionnels du bâtiment de les aider à lutter contre les vols sur leurs chantiers...

Batiactu - 2008-02-07

<http://www.batiactu.com/data/07022008/07022008-184316.html>

Le Moniteur - 2008-02-07

http://www.lemoniteur-expert.com/actualite/gestion/vol_chantiers_entreprises_sont_bout/DA893693E.htm

La défiscalisation du logement outre-mer ne profitera qu'au social et à l'intermédiaire

Le secrétaire d'Etat à l'outre-mer Christian Estrosi a expliqué que la défiscalisation dont bénéficie le logement outre-mer ne servirait plus qu'au logement social et intermédiaire. Une période de transition est prévue pour le logement libre...

Batiactu - 2008-02-07

<http://www.batiactu.com/data/06022008/06022008-163324.html>

Les maisons bois au secours des plus démunis

L'association Emmaüs semble bien décidée à continuer l'œuvre de l'abbé Pierre après sa mort. Elle a imaginé trois nouveaux types d'hébergement pour les personnes les plus démunies. Des solutions pour toutes les situations : urgence, transition et voire même plus

Batiactu - 2008-02-01

<http://www.batiactu.com/data/01022008/01022008-160918.html>

Lancement d'une pétition "Pas touche au livret A"

Plusieurs associations et syndicats ont lancé la pétition "Pas touche au livret A" pour s'opposer à sa "privatisation", a constaté l'AFP. Une centaine de membres des syndicats des Caisses d'Epargne, de la Caisse des Dépôts, de la banque de France, d'associations intervenant dans le logement social dont le DAL (Droit au logement) étaient rassemblés devant la poste de la rue du Louvre, à deux pas du siège de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance...

Le Moniteur - 2008-02-06

http://www.lemoniteur-expert.com/actualite/immobilier/lancement_petition_pas_touche_livret/D9D080B86.htm

Informations signalées et commentées par Guy Lemée <http://www.inventaires.fr> via la liste de diffusion (accès libre et gratuit) : <http://fr.groups.yahoo.com/group/logementsocialeconomielocale/>

Ce bulletin d'informations est édité en collaboration avec ACRD, société éditrice de **IDVO** - Veille juridique et documentaire des Collectivités territoriales ([IDVO/"Informations légales"](http://www.idvo.fr))

La diffusion de ce bulletin d'informations reste couverte par les droits du copyright.

Pour toute information complémentaire, merci de contacter Guy Lemée, Directeur du cabinet *Inventaires* (<http://www.inventaires.fr>) à l'adresse courriel : contact@inventaires.fr

© 2008 *Inventaires* - Tous droits réservés